

Pare-feu contre l'AfD : Seulement une poussée colorée vers la droite ?

17.02.2024

De

- [Johannes Mosmann](#)

Quiconque veut vraiment une société ouverte, approuve l'immigration et a du souci devant une conférence de Wannsee 2.0, doit résolument s'opposer au dit « pare-feu » contre l'AfD. Parce que celui-ci couvre et favorise la poussée à droite qu'il prétend combattre. Il n'est justement qu'apparemment dirigé contre les «détracteurs de la démocratie», alors qu'il rend en fait la démocratie méprisable. Ce n'est peut-être pas l'intention des manifestants sans méfiance. Cependant, les partis établis instrumentalisent les manifestations à des fins politiques, tout en sacrifiant les droits des migrants à une rhétorique de campagne électorale déloyale. Dans l'ombre du pare-feu, la société est donc, dans l'ensemble, poussée vers la droite.

L'immigration n'est pas la cause de l'actuelle situation bancal économique, politique et sociale en Allemagne. Toutefois, il était prévisible que les conséquences catastrophiques de la politique du coronavirus et de la Russie seraient imputées aux immigrants. Aller vers en bas, va toujours en cas de doute – et fait oublier les véritables causes du déclin économique, politique et culturel. Outre l'AfD, les forces motrices du dénigrement des migrants sont particulièrement le gouvernement genre feu tricolore et la CDU. Mais alors qu'ils mettent eux-mêmes en chemins des lois inhumaines sur l'immigration, les anciens partis protestent contre la droite avec l'aide de l'histoire corrective sur les prétendus « plans d'expulsion » d'une « Conférence de Wannsee 2.0 », qui n'a jamais eu lieu ainsi d'elle-même, et envers le deuxième plus grand parti d'opposition. Une recherche de traces dans les événements bizarres des dernières semaines.

Invitation au sous-humain

En septembre 2023, la CDU a proposé que l'on ne verse pas d'argent aux demandeurs d'asile, mais les bons

d'alimentation humiliants. [1] Une invitation au sous-humain en nous, notifié par les « vraies » nouvelles, par les bons. Qui s'y associe ? En fait, cela a été si bien accueilli que le SPD a immédiatement accepté et exigé la même chose. Bjorn Hocke est resté loin du crachat. Friedrich Merz, qui, grâce au « pare-feu » contre lequel l'AfD a maintenant les meilleures perspectives pour le bureau du chancelier, a suivi et a attisé : «Ils s'assoient chez le médecin et se laissent refaire les dents, et les citoyens allemands n'ont pas de rendez-vous à côté.» [2] Le chancelier Scholz a annoncé: «Nous devons enfin en sortir en grand style". [3] Au début du mois de novembre, le gouvernement fédéral a considérablement réduit les services de base, déjà insuffisants, pour les demandeurs d'asile qui vivent en Allemagne depuis plus d'un an et demi. [4]

À la mi-novembre, les chefs de gouvernement des pays ont en fait accepté d'introduire une carte de paiement. [5] Les victimes de la torture qui cherchent une protection en Allemagne ne peuvent acheter que dans des magasins sélectionnés, ne peuvent procéder à des transferts (et, par conséquent, par exemple, utiliser ni téléphone portable, ni payer un avocat), même ne pas acheter une bouteille d'eau en dehors d'une zone de code postal définie et, bien sûr, envoyer d'argent à leurs proches nécessiteux.

Pro Asylum indique clairement: «Les États fédéraux ont conçu un instrument de discrimination avec la carte de paiement, qui vise à rendre la vie difficile pour les réfugiés en Allemagne». L'objectif déclaré est de « d'arrêter la fuite vers l'Allemagne... C'est non seulement minable, mais aussi douteux en matière de droits humains : seul déjà ce motif, l'idée de dissuasion, soulève des questions. » L'association reconnaît à juste titre que les partis établis aimeraient regagner les faveurs des électeurs aux dépens des plus faibles et des droits de l'homme. Et critiquent : «La carte de paiement s'inscrit dans le cadre de politiques qui, dans un climat social tendu, envoient des signaux douteux à des segments de la population animés de ressentiment. » [6]

Des camps de type arrestation sont érigés

Peu avant les fêtes de fin d'année, les Verts ont fait un pas de plus et se sont mis d'accord sur une « réforme de l'asile » européenne qui répond en grande partie aux exigences de l'AfD et de la BSW. En tant que l'un des rares journaux, le Frankfurter Rundschau a remarqué que les droits de l'humain ont été effectivement abolis, du moins selon leur compréhension jusqu'à présent: «Une grande partie des demandes d'asile doivent être examinées dans le cadre d'une procédure accélérée dans des centres de détention similaires à la prison aux frontières extérieures de l'UE. En conséquence: les personnes demandant une protection seraient détenues en général, y compris les enfants et les personnes vulnérables telles que les victimes de la torture. Cela interdit la Convention européenne des droits de l'homme, à laquelle tous les États membres de l'UE se sont engagés. Cela viole aussi la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. » [7]

La poussée à droite chez les Verts a incité certains membres du parti ayant de l'expérience de la migration à se retirer. Dans une lettre ouverte du 22 décembre 2023, ils ont déclaré: «L'approbation de la réforme du régime d'asile européen commun, qui abolit effectivement le droit d'asile - un droit de fondamental de l'humain - et de la "loi sur l'amélioration du retour", qui conduira à des violations massives des droits fondamentaux pour de nombreux réfugiés, est une trahison historique de la politique verte des réfugiés... Nous jugeons particulièrement critique la rhétorique de plus en plus anti-réfugiés au sein du parti, qui n'est en aucun cas une lutte contre la droite, mais plutôt le signe d'un virage à droite... Nous ne pouvons pas rester dans un parti qui sape nos efforts pour protéger l'universalité des droits de l'humain et l'État de droit.» [8]

Le soir précédant la Conférence de Wannsee 2.0

Entre les positions de l'AfD, le Premier ministre italien Meloni, les partis établis de l'Allemagne, de l'UE, de nombreux « penseurs de travers », des « théoriciens de la conspiration » et du parti Wagenknecht, dans l'attitude à l'égard des migrations, peu de différences fondamentales d'opinion ne peuvent plus être

observées. Toutefois, la nouvelle unité entraîne aussi de nouveaux problèmes anciens aux partis établis. Comment se délimiter, comment se profiler ? Au début du mois de janvier, Judy Dempsey, membre du groupe de réflexion américain Carnegie Europe et rédacteur en chef du magazine en ligne « Stratégie Europe », a déclaré : « L'adoption des positions des partis d'extrême droite a échoué en tant que stratégie pour freiner leur promotion ». [9]

Mais comment la stratégie de prendre des positions d'extrême droite aurait-elle pu aussi marcher ? Plus l'écart entre l'AfD, le BSW et les prétendus « défense » de la démocratie sur la question des migrations sont faibles, plus les véritables arguments de vente uniques des challengers démocratiques sont frappants : les deux partis se tiennent à la mise à jour de la politique corona. Tous deux rejettent en dehors de cela une participation plus « active » de l'Allemagne à la guerre en Ukraine et appellent à des négociations de paix. Toutefois, contrairement à la politique d'asile, les partis établis ne peuvent pas contracter ces questions avec l'«extrême droite», du moins pas sans se remettre fondamentalement en question l'«alliance transatlantique».

En outre, il y a soudainement les agriculteurs qui ont remis à l'ordre du jour l'échec du gouvernement genre feu tricolore. Il est vrai que ce qui exigeait des semaines de diligence au temps du corona/covid, à savoir la diabolisation du mouvement démocratique, ne demanda pas 48 heures de plus dans les manifestations paysannes. Cependant, le terme "droit" a maintenant révélé des signes significatifs d'utilisation. Cette fois, il n'a pas été possible d'isoler le virus de la démocratie avec le concept d'« extrême de droite » et de le rendre inoffensif – 48 heures plus tard, le train avait déjà été à nouveau brisé. Que faire donc, pour endiguer la critique croissante du gouvernement et de protéger son propre pouvoir et les directives de politique étrangère d'une victoire électorale de l'AfD ?

Un gouvernement descend dans la rue

Dans cette situation désespérée, la bombe médiatique éclate : l'AfD est en vérité encore plus extrémiste de droite que tous les autres ! Donc vraiment mégaextrême en ce moment, avec la Conférence de Wannsee (« Solution finale de la question juive »), les déportations massives, la conspiration secrète et tous le pipapo ! En particulier, l'électorat de feu tricolore se montra choqué. Des centaines de milliers de citoyens indignés ont appelé les partis, les syndicats et les associations sociales établis (y compris la Fédération des libres écoles Waldorf) à descendre dans la rue contre le deuxième plus grand parti d'opposition dans le pays. [10] Le Chancelier Olaf Scholz, la ministre des Affaires étrangères Annalena Baerbock et de nombreux politiciens locaux sont marchés devant. Les masses ont scandé « Plus jamais, c'est maintenant » ou « bigarré vaut mieux que brun kaki », mais aussi « Tout le monde déteste l'AfD » ou « l'AfD tue ». [11].

Peu de gens trouvent troublant que le gouvernement descende dans la rue contre son opposition et le vende comme une « démocratie d'en bas », tout en diffamant et en s'opposant sans relâche à la démocratie objective/factuelle d'en bas, par exemple sous la forme des manifestations corona/covid ou de paysans, comme « attaque contre la démocratie ». Étant donné la menace d'une « Conférence de Wannsee 2.0 » menaçante, tout doute sur le récit/narratif du pare-feu est interdit. Ceux qui doutent ici sont un « ennemi de l'humain » bien pire que ceux qui ont remis en question le « triage » menaçant. la politique covid.

Que s'est-il vraiment passé à Potsdam ?

Pour comprendre les processus bizarres, il est important de distinguer nettement les faits révélés par le « Réseau de recherche » Correctiv de leur traduction médiatique. Correctiv a fait état de 10. Janvier 2024 sur une réunion des membres de l'AfD et de la CDU avec l'Autrichien autrichien Martin Sellner, qui a eu lieu dans une villa à Potsdam en novembre dernier. Sur des chemins pas encore été complètement clarifié, les factchecker ont obtenu une connaissance du contenu des conversations. D'après cela, les participants ont discuté des voies possibles pour mieux déporter les demandeurs d'asile déboutés et les demandeurs d'asile en matière pénale, mais aussi les migrants «non assimilés». [12]

À l'exception du reste du parti "la Gauche" du Bundestag, tous les partis veulent expulser plus rapidement. Le seul point juridiquement discutable que Correctiv «découvre» ici est lié à l'expression «non assimilés». Cela constitue donc le cœur de la "recherche". Et si ces migrants «non assimilés» avaient déjà la citoyenneté d'état allemande? Selon Correctiv, Sellner a répondu à cette question qu'une «pression d'ajustement» devait alors être générée par des «lois sur mesure». Correctiv soupçonne que l'Autrichien présente ainsi l'inviolabilité d'une citoyenneté pour le débat. Quiconque sympathise avec le Hamas, par exemple, pourrait à nouveau perdre la citoyenneté allemande. Cela ouvrirait la voie à une société à deux classes.

Sellner, cependant, n'a premièrement pas exprimé cette pensée. Au moins, il n'y a rien dans le rapport Correctiv. Deuxièmement, il s'en fiche (s'il le chérit) seul. Le 14 novembre 2023, donc peu de jours avant cette réunion de Potsdam, le groupe parlementaire de la CDU a présenté au Bundestag un projet de loi qui déclare: «Quiconque nie le droit d'exister de l'État israélien, appelle à l'élimination de l'État israélien ou prend tout autre acte délibérément antisémite et est passible, sur la base de cela, d'être jugé d'une peine d'emprisonnement d'au moins un an, perd la citoyenneté allemande.» [13] Bien que la CDU ne pense (pour l'instant) qu'aux détenteurs d'une double nationalité, on ne peut en aucun cas affirmer que seuls des identitaires et certains AfDistes envisagent un assouplissement de la loi sur la nationalité en vue d'expulser les migrants «non assimilés».

La renaissance des années 80

La situation est similaire avec les autres prétendues «découvertes» de ce que l'on appelle «réseaux de recherche»: elles ne sont pas belles, mais ni nouvelles ni secrètes, et certainement pas le concept exclusif de l'AfD ou l'agenda d'une «conspiration». Correctiv critique quelque peu la proposition de Sellner de dépenser et de déporter des demandeurs d'asile déboutés qui ne sont pas repris par leur pays d'origine vers un pays tiers. Le vérificateur des faits tire également la carte nazie ici et explique: «En 1940, les national-socialistes ont prévu de déporter quatre millions de Juifs vers l'île de Madagascar.» En fait, la proposition de Sellner est assez effrayante même sans cette comparaison nazie – en particulier parce qu'il s'agit d'une pratique vécue de notre pays voisin, la Grande-Bretagne. Cependant, sous une forme encore plus drastique que dans la vision de Sellner: la Grande-Bretagne non seulement trainé des réfugiés "entrés illégalement" au Rwanda, mais leur interdit également l'entrée même si leur demande d'asile était acceptée. D'après cela le Rwanda sera bientôt envahi par des Syriens, des Afghans et des Yéménites traumatisés et indigents. [14]

Reste le sujet de la "rémigration" - c'est maintenant vraiment vérifiable pour tout le monde, un vieux chapeau qui fait l'objet de discussions depuis des décennies. Il y avait aussi un véritable plan secret à ce sujet - conçu dans les années 80 par le chancelier Helmut Kohl de l'époque. Selon les documents secrets publiés/déclassifiés par le gouvernement britannique, le gouvernement fédéral prévoyait de réduire le nombre de Turcs vivant en Allemagne à 50%. Der Spiegel a rapporté: «Ce qui était un consensus social dans la République de Bonn à l'époque serait considéré assez bien à la droite en Allemagne aujourd'hui.» Des Turcs, on avait «simplement voulu se débarrasser» en raison de leur «autre sorte de culture». [15] Cette histoire ne rend pas les pourparlers de Potsdam plus sympathiques, mais peut aider à les situer correctement dans le débat démocratique.

Hitler était aussi autrichien

Donc Correctiv n'avait en réalité rien «découvert». Mais qu'est-ce qui a poussé la «démocratie de défense» dans les rues? Tout simplement: le «vérificateur de faits» a encadré les faits avec une riche prose, et celle-ci alla sous la peau. Déjà, le titre de «Research» a fait froid dans le dos du lecteur enclin: «Plan secret contre l'Allemagne.» Correctiv s'immisce, dispense «de l'occulte». Il donne des photos à grains grossiers, tirées de la nuit sombre à travers la fenêtre. Et écrit: «Ce qui est conçu là-bas ce week-end, c'est une attaque contre l'existence d'humains. Et ce n'est rien de moins qu'une attaque contre la constitution de la République fédérale.» Ne manque que la musique. L'article intelligemment, construit le

suspens, il s'agit d'un « plan directeur », mais ne révèle pas de quoi il s'agit. Et alors enfin, la bombe : « À huit kilomètres de l'hôtel, la maison de la Conférence de Wannsee, où les nazis ont coordonné l'extermination systématique des Juifs. » Le roman d'épouvante prend fin, qui aurait cru, avec une conspiration tangible : « Wellner fournit les idées, les tenants de l'AfD les ramassent et les portent dans le parti. En arrière-plan, d'autres se soucient de la mise en réseau...».

« Plan secret », « Conférence de Wannsee », « déportation » – tout cela n'a pas la plus petite chose à faire avec les faits rapportés, mais c'est la prose la plus pure et assez habile. Et cela pousse les gens dans les rues, côte à côte avec le gouvernement, contre le parti d'opposition. Correctiv a plaidé la mystification, quelques jours plus tard, alors qu'il était déjà trop tard, avec l'affirmation fausse selon laquelle ils n'avaient ni comparé à la Conférence de Wannsee, ni utilisé l'expression "déportation". Cela était le seul travail des médias informant. [16]

Que peuvent digérer les électeurs ?

Les médias font en effet tout le travail. Ce n'est pas assez qu'ils se moquent des victimes du national-socialisme à travers la relativisation insupportable de la Conférence de Wannsee et promeuvent davantage l'oubli historique des Allemands dans cette situation de temps dangereuse. Non, ils attèlent même survivant de l'Holocauste pour leurs combats électoraux, se laissent informer de leurs souffrances dans des talk-shows, tandis que l'« expert » explique au public les chances d'interdire un parti d'opposition démocratiquement élu ou de « priver un adversaire politique des droits fondamentaux ».

A qui cela ne devient pas mauvais, il n'a en fait aucune humanité en soi. En même temps, cependant, le problème profond du « pare-feu » est ici : cette nausée qui s'aggrave depuis des années est la principale raison pour laquelle de plus en plus de gens se détournent des partis établis. Le coup porté à l'estomac peut coûter out d'abord quelques points de pourcentage à l'AfD, mais augmente la nausée de l'ensemble sociétal dans l'incommensurable, de sorte que le peuple abêti/éreiné va maintenant obtenir un soulagement avec une vraisemblabilité avoisinant la certitude se procurer des facilités/allègements - d'une façon ou d'une autre.

Une société ouverte n'est pas évidente

Personnellement, je me tiens sur la position de la gauche restante au Bundestag sur la question des migrations, je suis donc favorable à une société radicalement ouverte. Il m'est difficile d'assurer le fait que les partis établis et tous les médias considèrent naturellement la migration du point de vue de l'efficacité économique et subordonner le droit fondamental à la contribution des « travailleurs spécialisés qualifiés » au produit national brut. Je me tiens dans la position apparemment perdue d'une minorité absolue, qui dit: l'immigration, même en provenance de pays dirigés par des musulmans, est un enrichissement non seulement économique, mais surtout culturellement. Mon concept de droits de l'humain ne permet pas aux travailleurs qualifiés d'être préférables, ni de ne pas reconnaître la menace de la famine ainsi que la torture comme raison possible de fuir.

Mais je sais qu'une majorité en Allemagne pense autrement que moi. Prendre cela en compte fait une attitude démocratique. Mon concept de démocratie m'interdit de présenter les partisans de ma propre opinion comme des « démocrates » seuls, de dénoncer, d'exclure et de combattre les représentants d'autres opinions comme des « dénigreur de la démocratie » d'autre part, et de les combattre avec des méthodes non démocratiques. Je me rends aussi compte que mon opinion a besoin d'explications et que la migration continue a touché les questions sociales les plus profondes. Aller à ces questions graves au moyen d'un primitif nous-allons-à-la-polémique nuit en fin de compte avant tout aux demandeurs d'asile qui demandent une protection.

Le véritable cœur des manifestations

Les protestations contre la droite impliquent un véritable noyau. Il est donc d'autant plus tragique qu'elle est piétinée par une politique maladroite des partis au lieu d'être autorisée à se déployer dans un discours ouvert. Il aurait alors la chance de s'élever, de pousser et de produire la plus belle fleur. De nombreux manifestants semblent croire qu'une démocratie n'est pas seulement définie par une élection démocratique et un processus de vote, mais présuppose en même temps un concept de citoyens, qui s'abstient de la couleur de la peau, de l'ethnicité et du sexe, et inclut donc tout le monde. Il ne doit donc pas y avoir de privilège pour les citoyens bio-allemands vis-à-vis des citoyens issus de l'immigration.

Cette pensée, qui vit en premier dans un sentiment naïf, est correcte, mais doit aussi faire face à la réalité si elle doit porter ses fruits. Cela inclut, en premier lieu, l'admission que plus de 10 millions de personnes vivent actuellement en Allemagne et ne sont pas autorisés à jouir des mêmes droits que les Allemands biologiques et, par exemple, ne peuvent voter. Et une réponse honnête à la question de savoir à quel point le gouvernement genre feu tricolore est radical de droite quand il compare la haine des Palestiniens vivant en Allemagne contre un gouvernement qui assassine actuellement ses proches avec l'antisémitisme biologique systématique des national-socialistes et relativise ainsi une fois de plus l'Holocauste.

Deuxièmement, cela inclut la reconnaissance du fait que l'« État juif » n'est pas une démocratie, selon le concept de démocratie des militants du pare-feu. [17] Et troisièmement, toutefois, il a d'importantes raisons pour lesquelles il ne peut s'agir d'une démocratie. L'argument principal est que dans une société ouverte qui accorde aux Palestiniens des droits égaux, ce dernier se multiplierait de manière disproportionnée. En conséquence, il ne sera bientôt plus un État juif; oui, les Juifs forment alors une minorité et craignent à nouveau la persécution. Tout le sens du fondement de l'État, à savoir donner au peuple juif la sécurité de son propre État face à l'Holocauste, serait donc détruit par la réalisation d'un concept de démocratie, comme il plane devant les activistes du pare-feu. [18]

Le principal argument des identitaires

Quiconque veut défendre une société ouverte doit écouter ses adversaires et donner des réponses pratiques à leurs arguments. Les partisans d'une société multiculturelle ne se rapprochent pas de leur idéal s'ils ignorent simplement les contre-arguments et sont simplement « d'une manière ou d'une autre » « à droite ». Ce ne sont pas les extrémistes de droite, mais les partisans de la société ouverte, sont dans la dette de l'offre/de l'apport. Ils doivent apporter la preuve concrète qu'une société multiculturelle est possible. Ainsi, quiconque, qui comme moi, se tient dans la culture de bienvenue, dit : « Nous la créons », doit mettre l'accent sur la « création ». Oui, nous pouvons le faire – si nous « créons » quelque chose face à l'immigration au sens d'une nouvelle création. Bien sûr, nous ne pouvons pas le faire si nous restons dans la profession de foi et diffamons l'opposition.

L'argument central des extrémistes de droite, en particulier les identitaires, est le même que celui de nombreux hommes politiques israéliens. Ils disent : les valeurs d'une société libérale-démocratique dépendent de la culture respective. Si les groupes ethniques qui ne connaissent pas la séparation de l'Église et de l'État sont représentés de manière disproportionnée, la démocratie est écrasée démocratiquement.

Le soi-disant « pare-feu contre la droite » est un pare-feu de honte, parce qu'il n'est pas capable de s'opposer intellectuellement à cette thèse fondamentale de pensée d'extrême droite et se confond avec le fracas du massacre. Il s'agit d'un pare-feu de honte parce qu'il tolère la poussée à droite épasant les partis et ne s'engage en aucune manière les droits des migrants et des demandeurs/chercheurs d'asile. Il ne veut donner aucune réponse à la façon dont l'immigration peut être vécue comme un atout, mais est simplement « contre » d'autres, qu'il déclare « ennemis ». Dans l'insulte de leur image ennemie, pas peu de manifestants se pensent même sur un pied d'égalité avec Sophie Scholl. [19] En même temps, un tel vide mental/spirituel absolu signifie – et sera également fait – la plus grande ouverture possible à tout ce que les

contemporains plus intelligents peuvent faire avec la foule.

La carrefour/la séparation des chemins

Bien sûr, une démocratie est conditionnée par la culture des personnes qui y participent. On peut en conclure, comme l'ancien chancelier Helmut Schmidt l'a fait, que l'immigration doit se limiter aux groupes ethniques qui sont extrêmement « apparentés » aux Allemands. [20] Ou, comme je l'ai fait, à l'inverse, qu'une culture définie par l'ethnicité n'offre pas encore une base fiable pour une société libérale-démocratique. Après cette deuxième lecture, la démocratie a besoin d'une nouvelle culture, qui n'est formée qu'entre les membres de différents groupes ethniques en tant que création humaine libre et originale.

Toutefois, cela présupposait que des espaces sociaux soient autorisés politiquement pour permettre la rencontre libre et libérée. Si, en revanche, l'État exerce une tutelle spirituelle et culturelle, il est tout à fait naturel que chacun aimerait s'emparer de l'État afin d'imposer sa propre culture. Fondation de DAVA, un nouveau parti de et pour les personnes ayant une référence en Islam, s'explique par la précédente rhétorique anti-islamique de l'État « leader culturel ». [21] Dans une société ouverte, cependant, la guerre pour l'occupation culturelle du pouvoir de l'État n'est ni possible ni nécessaire, car elle sépare non seulement l'État et l'Église, mais l'État de la vie culturelle et spirituelle dans son ensemble.

Une société ouverte est (toujours/encore) possible

Une société ouverte doit d'abord considérer la différence fondamentale entre un jugement démocratique et un jugement de la connaissance. La phrase/le principe «Toute personne a droit à l'intégrité physique» ne dit rien d'un objet, mais exprime l'affirmative d'un "devrait". Il n'est pas possible de déterminer s'il est "vrai" ou "faux". Parce qu'il ne contient aucune vérité, et seulement pour cette raison, il peut être décidé démocratiquement. L'expression « le réchauffement climatique est créé par l'humain », en revanche, est un jugement de la connaissance. Il n'exprime pas la référence d'un sujet humain à son objet de perception. Parce qu'il s'agit de jugement de vérité ou de non-vérité, il ne peut être fait que par l'individu respectif en ce qui concerne son objet concret de connaissance.

Dans la mesure où ce simple contexte de fait est compris et pris en compte, la sphère de culture libre nécessaire au fondement d'une société multiculturelle se développe. [22] Cela signifie cependant une démocratie en ce sens que le « pare-feu contre la droite » commence évidemment par le fait de repousser toutes les belles et bonnes « vérités », avec lesquelles les Verts en particulier occupent l'appareil d'État et verrouillent contre tout autre) discours. L'équation de la « démocratie » avec sa propre « vérité », qui a été considérée comme allant de soi, qui a été arrogante, avec laquelle les opinions ont été absolument détruites, a entraîné le passage à la droite, a aidé l'AfD à progresser et a déplacé la perspective de la coexistence pacifique de divers groupes ethniques.

Apprendre de l'islam

Rached al-Ghannouchi, ancien Premier ministre de la Tunisie et chef du Printemps arabe, vient d'être arrêté par le nouveau dirigeant Kais Saïed. Le gouvernement allemand ne peut pas faire grand-chose pour Ghannouchi et la démocratie en Tunisie, parce qu'il a besoin du dictateur Saïed pour pouvoir établir les abondants « camps d'accueil semblables à des prisons » aux frontières extérieures de l'UE et servir ainsi la bonne rhétorique. [23]

Ghannouchi écrit dans son travail principal que l'on ne doit pas imposer les démocraties au modèle occidental pour le monde islamique, mais doit, inversement, le développer à partir des sociétés qui sont là. [24]. Il prouve de manière impressionnante que les droits de l'humain peuvent aussi découler de l'islam.

Mais il marque vivement le point où il voit la différence réelle vers l'Occident : en Occident, l'humain serait considéré comme la mesure de toutes choses, et d'après cela les droits de l'humain purement comme des constructions humaines. Cela produit une méfiance dans le monde islamique, que ces droits de l'humain, s'ils n'étaient que des produits humains libres, ne puissent pas être modifiés de jour en jour ou interprétés dans chaque cas comme cela conviendrait.

J'ai inévitablement eu à penser au développement de l'Allemagne ces dernières années, à la réinterprétation des droits de l'humain pendant Corona/covid, à l'arrestation de Michael Ballweg, à la démission d'Ulrike Guerot ou actuellement à la volonté d'interdire un parti d'opposition et de « priver Bjorn Hocke » des droits fondamentaux.

Les droits de l'homme ne sont-ils qu'une invention?

Ghannouchi s'oppose maintenant à la démocratie occidentale instable avec les droits de l'humain, qui sont vécus comme des commandements divins et par cela valent absolument. Maintenant, il est loin de moi de revenir de la loi créée par l'humain au commandement divin. Je vois, cependant, que l'homme d'État tunisien a ici un point qui, à juste titre, pourrait être une clé de l'entente entre le monde occidental et les pays islamiques.

En tant qu'Européen, je ne peux nier que je vois quelque chose dans le droit qui se forme d'abord dans l'échange interhumain comme création propre originelle humaine. Toutefois, je dois admettre que si ce droit est d'offrir la sécurité, il doit être vécu comme objectif. Le sentiment du droit perçoit « quelque chose » qui, bien que peut-être dans un sens différent de Ghannouchi le pense, est absolument « présent/disponible/existant », ou est au moins plus qu'une expression purement subjective des rapports accidentels de majorité dans les parlements élus.

L'Occident ne se tient aussi tout d'abord qu'au commencement de la compréhension des droits de l'humain. Ce petit exemple d'une considération dialogique peut servir d'indication pour la raison pour laquelle la démocratie en Allemagne dépend absolument de la migration, et pas seulement en termes économiques. Mais aussi pourquoi le « pare-feu contre la droite » est exactement le contraire de ce qu'il prétend être. L'Occident, plus ses prétendus « droits de l'homme » apparaissent comme des ensembles arbitraires au service d'intérêts économiques ou politiques de pouvoir, non seulement ne sera plus en mesure d'« intégrer » personne, mais aussi de plus en plus se déchira/se viandera soi-même.

Si l'on avait voulu empêcher son renforcement, il n'aurait jamais dû être fait à l'AfD leur tort évident de leur non-droit. Le « pare-feu » ne peut arrêter la droite que s'il le pense honnêtement avec les migrants, et cela signifie s'il s'oppose à la poussée à droite de l'ensemble de la société dépassant les partis, et en même temps protège les partis démocratiquement légitimés tels que l'AfD à l'instant, parce qu'ils sont attaqués par le gouvernement par des méthodes non démocratiques. La liberté, cela ne peut pas être affirmé assez souvent, toujours la liberté de l'autre. La rupture avec ce principe, cependant, est la marque du totalitarisme.

La culture occidentale, figée à l'expression/la phrase, doit être de nouveau vivifiée. Cela ne peut réussir que s'elle grandit au-delà de soi dans la rencontre de cultures « étrangères » et tolère et cherche aussi à comprendre des contre-positions radicales. Alors, et alors seulement, la démocratie pourra être éclairée par toutes les parties et saisie dans sa pleine objectivité.

Johannes Mosmann

6. Février 2024

trad. F. Germani v. 01 17/02/2024

Remarques

[1] <https://www.cdu.de/artikel/regierung-muss-handeln>

[2] <https://www.sueddeutsche.de/politik/merz-asylbewerber-zahnarzt-arzttermine-deutschland-gesundheitssystem-1.6259742>

[3] <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/olaf-scholz-ueber-migration-es-kommen-zu-viele-a-2d86d2ac-e55a-4b8f-9766-c7060c2dc38a?>

[4] <https://www.merkur.de/politik/eingeschraenkt-werden-leistungen-fuer-asylbewerber-sollen-zr-92659175.html>

[5] <https://taz.de/Bezahlkarte-fuer-Gefluechtete/!5985824/>

[6] <https://www.proasyl.de/news/bezahlkarte-ohne-standards-laender-vereinbaren-diskriminierungskonzept/>

[7] <https://www.fr.de/politik/rechtlos-europa-grenzen-asyl-gesetz-menschenrecht-eu-92733669.html>

[8] <https://www.berliner-zeitung.de/politik-gesellschaft/austrittserklaerung-offener-brief-ampel-koalition-migration-die-asylpolitik-der-gruenen-tragen-wir-nicht-mehr-mit-li.2170850>

[9] <https://carnegieeurope.eu/strategieurope/91411>

[10] <https://www.waldorfschule.de/ueber-uns/printmedien/broschueren/erklaerungen/aufruf-demokratie>
Vergl. auch: <https://www.cicero.de/comment/400889>

[11] <https://www.bild.de/regional/nordrhein-westfalen/regional/afdlar-toeten-ermittlungen-wegen-aachener-demo-plakat-86875580.bild.html>

[12] <https://correctiv.org/aktuelles/neue-rechte/2024/01/10/geheimplan-remigration-vertreibung-afd-rechtsextreme-november-treffen/>

[13] <https://dserver.bundestag.de/btd/20/093/2009311.pdf>

[14] <https://www.tagesschau.de/ausland/europa/grossbritannien-asylsuchende-101.html>

[15] <https://www.spiegel.de/politik/deutschland/kohl-wollte-jeden-zweiten-tuerken-in-deutschland-loswerden-a-914318.html>

[16] <https://www.berliner-zeitung.de/mensch-metropole/nach-tv-eklat-correctiv-loescht-begriff-deportation-aus-buchbeschreibung-li.2181964>

- [17] Vergl. auch: <https://www.derstandard.at/story/2000146426194/keine-echte-demokratie-ohne-die-palaestinenser>
- [18] Vergl. <https://arabcenterdc.org/resource/israel-sees-palestinian-family-reunification-as-a-demographic-threat/>
- [19] <https://twitter.com/Antisemiticblog/status/1749489762661028133>
- [20] <https://www.youtube.com/shorts/E9gGx1AVMLY>
- [21] https://de.wikipedia.org/wiki/Demokratische_Allianz_für_Vielfalt_und_Aufbruch
- [22] J'aborde en détail le concept de démocratie dans mon nouveau livre «La démocratie élargie», disponible à l'adresse suivante: <https://www.dreigliederung.de/publish/erweiterte-demokratie> (traduction française)
- [23] <https://www.tagesschau.de/inland/innenpolitik/faeser-tunis-100.html>
- [24] Rached al-Ghannouchi, Public Freedom in the Islamic State, Yale University Press 2022